

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



samedi 21 septembre 2013

Le déclin de l'Europe

Sejo VIEIRA

Par la faute des politiques imposées par l'Union européenne à ses membres, l'Europe est en train de devenir un navire en perdition et, hélas, son naufrage est inévitable. Au contraire des économies asiatiques qui s'industrialisèrent et innovèrent à un rythme plus que surprenant, elle stagna, recula. En ce siècle d'étourdissantes promesses, l'Europe est la grande perdante.

Les nouveaux pays industriels (NPI) possèdent, aujourd'hui, 80% des réserves planétaires de liquidités. En 2010, leurs exportations plafonnèrent au-dessus des 50% du PIB mondial, contre 30%, il y a vingt-ans. La Chine est, aujourd'hui, incontestablement, la première économie mondiale et son influence s'étendra sur tous les continents, avant la fin de la décennie.

Les conséquences des délocalisations sont à vue de tous les analystes : la plupart des pays développés passèrent par un terrible processus de désindustrialisation qui se traduit par une chute massive de l'emploi.

La désindustrialisation de l'espace européen n'est pas ressentie de la même façon en tous les pays occidentaux mais la fin des grandes industries européennes est un fait incontestable.

L'arrêt de la croissance dans les économies d'Europe à l'exception de l'Allemagne, est la conséquence des politiques des gouvernants européens et des technocrates de Bruxelles.

Tout commença dans les années 90, après la chute du mur de Berlin. La main-d'œuvre des ex-républiques soviétiques, en pénétrant dans l'espace européen, faisait irruption sur la scène de l'économie globale. Qualifiés et pas chers, sans droits, les travailleurs de l'est devinrent très vite, favoris dans la course aux postes de travail. Pour couper dans les coûts salariaux et ne songeant qu'aux profits, les entreprises occidentales commencèrent à délocaliser vers l'Europe de l'Est ou à importer sa main-d'œuvre. Mais très vite, la Chine et les nouvelles économies asiatiques, remplacèrent les ex-républiques soviétiques et devinrent le nouvel eldorado du capital rapace.

Pratiquement, tous les grands groupes transnationaux occidentaux y installèrent leurs unités de production. Toute la production mondiale de biens essentiels à la survie des nations avancées est exécutée désormais en orient.

Le manque d'une législation internationale de travail assurant aux travailleurs, partout dans le monde, un même salaire minimum et des droits du travail, en stimula l'exploitation des populations asiatiques, précipitant pour toujours dans le chômage et dans la pauvreté la main-d'œuvre de l'Europe, de l'Amérique et de beaucoup de pays occidentaux.

Après la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal, le Royaume-Uni plonge lui aussi dans la récession. Son gouvernement fidèle à la doctrine néolibérale adopta une politique budgétaire restrictive. Résultat, il n'y eut jamais, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, une telle baisse des activités productrices. Avec les ravages causés par l'austérité, revinrent les temps du martyr des enfants dans la patrie de Dickens : grâce à une étude publiée par *The Guardian*, suite à une enquête sur les conditions de vie des petits écoliers, on apprend que 600 professeurs d'écoles primaires apportent chaque matin de la nourriture destinée aux enfants qui arrivent en classe l'estomac vide ; leurs parents, chômeurs ou travailleurs précaires ne touchent plus d'aides sociales.

Par contre, la fortune des mille personnes les plus riches du Royaume-Uni augmenta de 4,7 % l'an dernier, le pays compte désormais 77 milliardaires.

En France le chômage touche plus de 3 millions et demi de personnes. En 2008, il y avait une population de 7,8 millions de pauvres. Aujourd'hui plus de 12 millions de personnes, habitant surtout les grandes villes, souffrent de pauvreté, de "privations matérielles sévères" ou d'une "très faible intensité de travail". Dans les régions rurales, aussi touchées que le milieu urbain, on observe une augmentation constante du chômage dans l'industrie et dans l'agriculture. Dans certaines régions du centre et du sud, les chiffres du chômage grimpent jusqu'à 20%. L'Onpes (observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale) attire l'attention sur le fait que les segments de la population pauvre les plus vulnérables sont les familles monoparentales (près de 30%), les jeunes (22,5%) et les personnes âgées. En France, désormais, avoir un emploi n'est plus une condition suffisante pour échapper à la pauvreté.

L'augmentation de la pauvreté qui débuta vers la fin des années 90, avec la hausse généralisée des inégalités de revenus s'accrut avec la crise de 2008. Actuellement le fossé creusé entre les fortunes des plus riches et l'ensemble de la population atteint des proportions révoltantes.

Selon la dernière édition du classement des 500 Français les plus riches publié chaque année par *Challenges*, la totalité de la fortune des 500 plus riches augmenta 25 % en un an. Les milliardaires français possèdent, en cette année 2013, 10% du patrimoine total des ménages. En dix ans leur fortune globale quadrupla. Le patrimoine financier des français est évalué à 3.400 milliards d'euros. Les 330 milliards d'euros dans les poches des plus riches de France sont l'équivalent de 16% du PIB national.

L'Allemagne semble avoir réussi à tirer son épingle du jeu. Dans le contexte des règles imposées par la Commission européenne, elle devint la locomotive économique de l'Europe. Sa « formule » est, pourtant, un vrai attentat aux droits des travailleurs allemands.

Au prix de dures réformes structurelles – les fameuses « lois Hartz » imposées déjà du temps de Gerhard Schröder, l'antérieur chancelier, l'économie allemande devint super-exportatrice de produits manufacturés et se dota d'un excellent excédent commercial. Ces gains de croissance cachent, hélas, une dure réalité vécue par le monde du travail, car s'il y a un miracle, il ne bénéficie que les grands groupes allemands et les classes du haut de la société. Cette croissance « miraculeuse » fut gagnée au prix d'immenses sacrifices consentis par les travailleurs : pas de salaire minimum national, baisse radicale des locations pour les chômeurs de longue durée ; création de mini-jobs, dont la rémunération est plafonnée à 400 euros par mois, et peut descendre jusqu'au dérisoire prix d'un 1 euro de l'heure !

La croissance et la prospérité allemande ne bénéficient que les riches ! Les patrons et les exécutifs des grosses entreprises qui, en 1987, gagnaient, en moyenne, 14 fois plus que leurs employés de la base, gagnent maintenant 44 fois plus.

« Statistiquement » le chômage est en régression. Mais l'augmentation des postes de travail concerne le travail à temps partiel, un astucieux expédient qui dispense, pratiquement, les patrons de payer des charges sociales. Ainsi, contrairement à la France qui créa 2 millions d'emplois à temps plein, et très peu à temps partiel, l'Allemagne créa 2 millions d'emplois à temps partiels et très peu à temps plein. Tandis qu'en France, en dix ans, le salaire mensuel augmenta de 11 %, en Allemagne il baissa, en terme nominal, de 7,5%, ce qui signifie une forte baisse du pouvoir d'achat des classes moyennes.

N'oublions pas que 25% de ses salariés travaillent à temps partiel, dont 7 millions touchent de très bas salaires, 20% touchent des salaires inférieurs au SMIC français, 40% ont un salaire net mensuel inférieur à 1000 euros.

Par rapport à la France où, entre 2005 et 2010, il y eut 8% de plus de pauvres, en Allemagne ils augmentèrent 50% pendant la même période.

"La politique de déflation salariale menée en Allemagne provoqua un accroissement des inégalités de revenus, à une vitesse jamais vue, même durant le choc de l'après réunification" (Rapport OIT, 24/01/2012).

Portée aux nues par nos analystes néolibéraux, le modèle allemand n'est pas exportable dans le reste de l'Europe. Les idéaux de liberté et solidarité prirent place, définitivement, dans le cœur et dans l'esprit de la plupart des citoyens européens.

Les capitalistes germaniques surent structurer, tout au long des trois dernières décennies, leur forteresse économique, s'entourant de nations périphériques dépendantes commercialement et facilement exploitables. L'Allemagne finira par payer le prix de sa guerre économique à l'Europe, menée, par égoïsme et volonté d'hégémonie. En tuant sa poule aux œufs d'or – les pays de l'Europe moribonde, ses principaux clients (60% des exportations) –, elle s'aliénera les marchés qui l'enrichissent et, finira par connaître, elle aussi le goût amer de la décroissance.

Angela Merkel, grande prêtresse de l'austérité réussit à anéantir tout espoir dans le cœur de millions de ses travailleurs. La dure réalité vécue par le peuple allemand ne cessera pas tant celui-ci conservera ses vieux réflexes d'auto immolation vis-à-vis de ses dirigeants.

En Europe, il n'y aura plus de travail. La concurrence asiatique, propulsée par le travail payé misérablement, aura eu raison de la main-d'œuvre européenne. Notre production industrielle s'en ira en orient, privant définitivement nos populations de la source de leurs revenus, le travail !

Depuis 2008, plus de 30 millions de nouveaux chômeurs s'inscrivirent dans les centres d'emploi. Plus de 35% de jeunes entrés dans le marché du travail, sont, actuellement victimes du chômage. Cette génération est, dès la deuxième guerre mondiale, la première considérée comme perdue. Celles qui suivent le seront aussi. Des millions de personnes survivent, en Europe, avec les aides de l'État. Un tiers de ceux qui travaillent encore entrerait dans le cycle de la pauvreté si leurs revenus dépendaient uniquement de leur salaire. Beaucoup des nouveaux pauvres sont des travailleurs dont le salaire extrêmement bas ne leur permet pas de trouver à se loger, ni à se procurer les biens et services de première nécessité.

En 2012, un rapport de l'Organisation internationale du travail, revenait sur la dramatique situation de l'emploi dans le monde : 200 millions de nouveaux chômeurs, six millions de plus qu'en 2011 ; une grande partie d'eux appartient à l'Europe en crise.

Le collapse de l'occident montre bien l'importance de l'industrialisation dans la création d'emplois. Privées de ses outils de travail, donc, du seul moyen d'accéder à un minimum de prospérité, les populations occidentales furent sacrifiées aux impératifs de la mondialisation : le contrôle total des forces du travail, en baissant au maximum son coût et en allongeant les horaires, suppression des lois protectrices des travailleurs. En un mot : esclavage.

Toutes les nations d'Europe s'enfonceront dans la faillite économique, prodrome d'un cataclysme social, bien plus tragique que la Grande Dépression de 1929.

Peut-on encore croire qu'il n'existe pas un plan ingénieux conçu pour jeter par terre la vieille Europe des libertés et de la solidarité ? Adroitement

utilisée par le FMI, la crise de la dette souveraine traça les trois étapes que amèneront nos populations de rejetés jusqu'à l'enfer de la tiers-mondialisation : appauvrissement, marginalisation, ghettoïsation !

Et pourtant l'Europe constitue depuis des décennies un extraordinaire réseau économique, un front de secteurs de grande valeur international qui englobe un marché de plus de 500 millions d'habitants. 20 millions d'entreprises et plus de 200 millions de travailleurs qualifiés. Elle doit réaffirmer le talent et les connaissances de ses peuples. Culture, art, science, technologies de classe internationale, populations avec des traditions et coutumes millénaires, voilà un monde parmi les autres mondes, une plateforme déterminante pour l'avenir de l'humanité.

<http://www.legrandsoir.info/le-declin-de-l-europe.html>